

ARRÊTE N° 2023/542

Le Maire de Carry-le-Rouet,

VU L'Arrêté Préfectoral du 26/02/1965 portant réglementation générale sur la conservation et la surveillance de la voirie communale,

VU la loi n°82.213 du 2/3/82 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82.623 du 22/7/82,

VU la loi n°96.142 du 21/2/96 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L 2212.1 et L 2212.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de la route et notamment l'article R 225.

VU le nouveau code pénal et notamment ses articles L 131-13 et R 610-5

VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L113-2, L 141-2, R 116-2 et R 141-14

CONSIDERANT que les travaux d'entretien du réseau d'éclairage public des voies Métropolitaines de Carry le Rouet nécessitent des interventions non programmables en bordure des voies situées en agglomération.

CONSIDERANT que les travaux d'entretien ont été confiés à la Société Bouygues Energies et Services sise, 350 rue Gustave Eiffel 13290 AIX EN PROVENCE et ses sous-traitants : EMIE pour les illuminations, sis 141 route de Saint Pons 13420 GEMENOS et BIGI pour les travaux publics sis 15 allée de la Palun 13700 MARIGNANE.

CONSIDERANT qu'il importe de réglementer la circulation dans ces chantiers mobiles pendant la durée des travaux.

ARRÊTONS

ARTICLE 1 / OBJET DE LA DEMANDE :

Travaux d'entretien de l'éclairage public des voies Métropolitaines de Carry le Rouet :

La circulation sera provisoirement réglementée sur les chantiers mobiles suivant la réglementation de la signalisation routière livre 1 huitième partie « signalisation temporaire ».

ARTICLE 2/ REGLEMENTATION :

**Le travail sera autorisé par ½ chaussée, une circulation alternée sera mise en place avec une signalisation par K10 ou feux de chantier si nécessaire ;
Le passage des véhicules prioritaires sera favorisé ;
Le stationnement sera interdit au droit des travaux ;
Les riverains devront respecter la réglementation ;
La chaussée sera rendue propre et libre à la circulation entre les heures de chantier ;**

ARTICLE 3/ DUREE DE LA REGLEMENTATION :

Le présent arrêté sera exécutoire dès sa signature par Monsieur le Maire, et applicable pendant une durée située entre le 01 janvier 2024 et le 31 décembre 2024.

ARTICLE 4/ ITINERAIRE DE DEVIATION :

Dans le cas où la circulation ne pourrait être maintenue, une déviation sera mise en place par l'entreprise après accord des services techniques.

ARTICLE 5/ SIGNALISATION :

La mise en place, pose et enlèvement de la signalisation seront exécutés par la **Société Bouygues Energies et Services à ses frais.**

La signalisation sera conforme au schéma réglementaire. La dimension des panneaux rétro réfléchissants sera de Ø 0.85 ou 1.00m de côté.

ARTICLE 6 / RESPONSABILITE DU PETITIONNAIRE :

La responsabilité du pétitionnaire sera substituée à celle de l'administration si celle-ci venait à être recherchée pour tout accident qui serait la conséquence de la présente réglementation.

ARTICLE 7 / PRESCRIPTIONS DIVERSES :

L'ouverture du chantier ne pourra avoir lieu qu'après récolement de la signalisation temporaire, par un représentant de la Mairie ou de la Métropole Aix-Marseille Provence, qui recevra en outre les coordonnées d'un responsable de l'entreprise joignable de jour comme de nuit.

ARTICLE 8 / INFRACTIONS :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, seront constatées par des procès verbaux, qui seront délivrés aux tribunaux compétents, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 / RESPONSABILITE DES USAGERS :

Les usagers devront se conformer strictement à la signalisation en place ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place par les agents chargés du service d'ordre.

Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où des accidents viendraient à se produire par la suite de la non-observation du présent arrêté.

ARTICLE 10 /

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de Police Municipale, ainsi que le coordonnateur de la M.A.M.P. sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 /

Ampliation du présent arrêté sera transmise, à Monsieur le responsable de la Direction des Routes à Châteauneuf les Martigues, à Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers et à l'entreprise pétitionnaire pour information.

Fait à Carry-le-Rouet, le 13/12/2023

Le Maire

René-Francis CARPENTIER



René-Francis CARPENTIER
Maire de Carry-le-Rouet
Conseiller Municipal
en charge de l'urbanisme
et de l'emploi

Cédric DA SILVA
Directeur des Services Techniques

